

Wattsi

EXTÉRIEUR. ESPAGNE.

Madrid, le 29 juillet. — Le *Diario* porte une nouvelle liste d'une cinquantaine de volontaires royalistes qui vont faire partie de ce corps, ayant été admis par la municipalité.

— Pour la seconde fois, le même journal publie la circulaire du gouverneur du conseil royal, qui prescrit les punitions à infliger aux royalistes qui continuent à exercer des vengeances contre les constitutionnels.

— Toutes les troupes espagnoles de la division Quésada sont sorties de cette capitale; on dit qu'elles vont en Estramadure.

— Le nommé Antoine Roudon, tambour au corps royal de sapeurs, accusé d'avoir proféré des paroles offensantes contre le roi, va être jugé par la commission militaire. (*Diario*.)

— Les Espagnols ne veulent pas entendre parler d'expédition en Amérique.

Irun, le 1^{er} août. — Des lettres de Bilbao, en date du 29 juillet, rapportent que, le 25, jour de S. Jacques, plusieurs citoyens, connus pour constitutionnels, ont été assaillis dans les rues et les promenades publiques, et que quelques-uns d'entre eux ont été grièvement blessés. Le propriétaire d'un bel établissement de tannerie, qui est à un quart de lieue de la ville, a été prévenu assez à temps qu'il devait être assassiné chez lui par une bande de furieux, et il est parvenu à se sauver; mais les assassins ne pouvant atteindre leur victime, ont mis le feu à sa propriété. La garnison française seule s'est portée au lieu de l'incendie, et est parvenue à en arrêter les progrès.

— Des voyageurs qui arrivent à l'instant de Madrid, assurent que le général Digeon a obtenu la satisfaction qu'il a demandée au roi, à l'occasion des désordres du 25 juillet et que les troupes espagnoles devaient quitter la capitale dans un très court délai. (*V. ci-dessus Madrid*.)

— Les autorités de la Biscaye ont reçu ordre de refuser des passeports pour la Galice et l'Andalousie: on ignore ce qui peut avoir fait prendre cette mesure.

— Quelques personnes disent avoir reçu, par estafette, des lettres de Madrid, du 29 juillet, qui annoncent qu'à la suite de l'affaire du 25, plusieurs libéraux ont été assassinés dans cette capitale.

ANGLETERRE.

Londres, le 4 août. — Lundi, jour anniversaire de l'arèvement de la maison de Brunswick au trône d'Angleterre, la corporation des poissonniers a donné, selon son usage, un grand dîner en commémoration de cet événement. Les personnes les plus distinguées avaient été invitées. A la droite du grand-maître de la corporation siégeait le duc de Sussex qui en est membre; à gauche, le lord-maire de Londres. Parmi les convives on remarquait sir James Mackintosh, M. Lambton et plusieurs autres membres du parlement, le député des Grecs, le général Quiroga et le chanoine Riégo (*); le général Mina avait promis d'assister au banquet, mais une indisposition l'en empêcha. Après les santés d'usage, le président porta celle du duc de Sussex; ce toast fut accueilli avec enthousiasme. S. A. R., en remerciant l'assemblée, dit: Tous les amis de la liberté constitutionnelle et des principes qui ont pour but le bien-être de la grande masse de la société, doivent soutenir la maison de Brunswick; car c'est en vertu de cette liberté et d'après ces principes que la famille à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, a été placée sur le trône. (Applaudissemens). Si, il y a un siècle, la maison de Brunswick eût professé des principes tels que ceux qu'on veut faire prévaloir sur le continent, nul doute qu'elle n'aurait pas été appelée au trône de ce pays. (Applaudissemens redoublés.) J'espère que ces principes seront à jamais maintenus chez nous, parce qu'ils sont le grand fondement de notre indépendance et de notre prospérité, et notre exemple est né-

(*) Parmi les honorables convives, dit l'Etoile, étaient le brave général Quiroga, qui n'est pas encore remis de la jaunisse qu'il a gagnée en fuyant de la Corogne; le chanoine Riégo, FRÈRE DU PENDU; le lord-maire, qu'un journal appelle le plus facécieux de tous les magistrats. Ce langage d'un jacobin blanc, ne rappelle-t-il pas le facécieux père Duchesne?

nsberg h.

cessaire pour entretenir l'esprit de liberté dans les autres pays. Les santés du frère de Riégo, du général Quiroga, du député grec et des autres convives étrangers ont été accueillies avec un vif enthousiasme.

Le chanoine Riégo a prononcé un discours qui ne saurait être publié aujourd'hui dans aucun autre journal que ceux d'Angleterre.

Sir James Mackintosh, en réponse au toast porté en son honneur, a prononcé un discours éloquent dans lequel il a fait entrer un bel éloge du royal convive, le duc de Sussex.

M. Lambton a déclaré qu'il était ami de la monarchie tant qu'elle procurait le bonheur du peuple; mais que son attachement n'allait pas au-delà.

— On prétend dans les cercles politiques, que le voyage de M. Huskisson dans les Pays-Bas se rattache à une mission assez importante, et qu'il se rendra auprès du premier ministre d'un puissant souverain, au château de Johannisberg, où il demandera quelques renseignemens sur certains événemens qui ont fait un des sujets de discussion dans les dernières réunions du cabinet anglais. (*Morning-Chronicle*.)

— Nous venons de recevoir les journaux de Lisbonne, jusqu'à la date du 18 juillet. Ces feuilles annoncent l'arrivée dans ce port de plusieurs navires venant de Rio-Janéiro et autres parties du Brésil, et d'un bâtiment venant en 120 jours de Monte-Video, ayant à son bord le général Mando et 400 soldats. La gazette du 17 publie un grand éloge de la politique suivie par le cabinet britannique, à l'égard du gouvernement constitutionnel d'Espagne. Cependant le principal objet de cet article est d'approuver nos ministres de ne pas reconnaître l'indépendance des états de l'Amérique du Sud: une reconnaissance explicite, dit-on, ne procurerait pas à l'Angleterre plus d'avantages commerciaux qu'elle n'en retire de l'état actuel des choses et la brouillerait avec les autres puissances de l'Europe. L'idée que les états de l'Amérique du Sud ne sont pas en état d'accomplir ou de maintenir leur indépendance est futile, et quoique puisse dire la gazette de Lisbonne, nous soupçonnons que la cour de Portugal a peu d'espoir de recouvrer jamais ses possessions transatlantiques. (*Star*.)

— Des nouvelles de l'Amérique Méridionale, d'une date assez ancienne, annoncent que le consul-général anglais à Bogota a ordonné aux vice-consuls établis dans les différens ports de commencer leurs fonctions. Il avait été convenu auparavant que les vice-consuls ne feraient aucun acte officiel avant d'en avoir reçu l'ordre du consul-général.

M. Chasseriau, après être resté quelques jours à Carthagène, est parti pour Bogota; on dit qu'il est consul-général de France dans la Colombie. (*)

Un décret du congrès autorise l'armement de 50,000 hommes pour la délivrance du Pérou. Le même congrès a ratifié un traité d'alliance entre le Mexique et la Colombie.

Des lettres particulières de Guatemala portent qu'on a découvert dans cette province une conspiration qui tendait à rétablir l'ancien régime et à reconnaître le roi Ferdinand; les conspirateurs étaient en rapport avec le marquis Torre-Tagle et les royalistes du Pérou. (*Courier*.)

— Le *Globe and Traveller* dit, d'après une lettre de Panama, que Bolivar attendait environ 7 ou 8,000 hommes de renfort, qui devaient lui arriver dans le courant de mai. Si cette nouvelle est exacte, et on n'a aucun motif d'en douter, il est raisonnable de supposer qu'une affaire décisive pour le Pérou a eu lieu et que Bolivar est entré le 10 mai à Lima.

— D'après des lettres de la Havane du 20 juin, l'île de Cuba continue d'être agitée, par suite des restrictions que la république du Mexique a imposées sur son commerce. On y croyait généralement que l'apparition de mille soldats colombiens ôterait à l'Espagne toute son influence sur cette île.

La garnison espagnole de St. Jean d'Ulloa était affligée du scorbut et d'autres maladies; elle manquait aussi de vivres.

Des nouvelles du Mexique rapportent qu'un brick de guerre français était arrivé le 2 juin à Vera-Cruz, et y avait débarqué un commissaire qui devait résider dans la capitale de la république.

(*) Il paraît que M. Chasseriau a été au service de la république de Colombie.

— C'est, dit la *Gazette des Etats-Unis*, pour beaucoup de monde un sujet de grande surprise, qu'Iturbide, qui a reçu du gouvernement mexicain une pension annuelle si considérable, sous la condition de rester tranquille en Italie, témoigne le désir de rentrer dans la lice avec ses ennemis et de risquer sa fortune et sa vie. Iturbide a été souverain, empereur, et il y en a peu qui déposent le sceptre sans un soupir, qui quittent leurs palais pour devenir pensionnaires de leurs ennemis, sans jeter derrière eux un regard de regret.

Les conditions auxquelles Iturbide s'est démis de son rang fournissent la preuve qu'il avait beaucoup d'amis puissans au Mexique, et il n'y a pas de doute que, par les désappointemens qui naissent toujours dans la formation d'un nouveau gouvernement, le nombre de ses amis, ainsi que leur zèle, ne se soit accru. On se rappelle qu'Iturbide fit voile d'Angleterre pour le Mexique, accompagné seulement de quatorze personnes; s'il était entouré de troupes, il aurait au moins, indiqué une certitude, mais en renonçant à ses revenus, en emmenant son épouse et ses jeunes enfans, et en choisissant seulement quelques amis éprouvés, il a fait voir qu'il existe des intelligences intimes entre lui et des personnes de poids au Mexique, dont il attend une aide efficace. L'occasion qu'il a eu de surveiller les mouvemens de la sainte-alliance, et d'être informé des desseins du roi d'Espagne, a contribué à accélérer la crise d'une insurrection qui avait été projetée. En attendant, quelles que soient les espérances de l'ex-empereur, la proximité du gouvernement mexicain rend ses mouvemens au plus haut degré intéressants pour notre république.

— Il paraît, d'après des lettres de Port-au-Prince, d'une date récente, qu'on a quelques soupçons sur les dispositions et les opinions de plusieurs officiers supérieurs, pour la plupart mulâtres, comme s'étant laissés séduire par l'or et les promesses du gouvernement français.

FRANCE.

Paris, le 7 août. — Le paquebot le *Cadmus*, à bord duquel le général Lafayette s'est embarqué pour les Etats-Unis, a été rencontré par un navire qui vient d'arriver en France. Le général Lafayette se portait bien; son fils, M. Georges Lafayette, souffrait encore du mal de mer.

— Le 5 de ce mois, une cavalcade nombreuse de jeunes gens de St.-Quentin est allée à Remaucourt, village situé à une lieue et demie de St.-Quentin, pour complimenter M. Labbey de Pompierres sur son élection. Le nouveau député s'y était rendu la veille pour passer quelques jours avec M. Joly père, son ami depuis plus de trente ans.

Un orchestre composé de jeunes gens de S.-Quentin a exécuté un brillant concert, après lequel M. de Pompierres a adressé des remerciemens à ses jeunes compatriotes. Le cri mille fois répété de *Vive Pompierres!* a suivi le discours de l'honorable député.

M. Joly ayant ensuite engagé ses hôtes à accepter quelques rafraichissemens, on s'est rendu à sa cordiale invitation, et voici quelques-uns des toasts qui ont été portés :

A. M. de Pompierres? à M. le général Foy? à M. Dupont de l'Eure! à M. Joly de Remaucourt! au bonheur et à la prospérité de notre belle patrie? aux députés du département de l'Aisne, qui forment à eux seuls un cinquième du côté gauche de la chambre!

Par M. de Pompierres: A la jeunesse de St.-Quentin, qui manifesta toujours des sentimens si nobles et si patriotiques!

Par M. Joly: A M. le général Dumoustier, présent.

Par tous les convives: A l'heureuse traversée du général Lafayette! A tous les vrais défenseurs de nos libertés!

On est ensuite remonté à cheval, et la cavalcade est rentrée en ville dans le plus grand ordre.

— L'académie des beaux-arts, dans sa séance d'aujourd'hui, a prononcé son jugement sur le concours pour le grand prix de peinture.

Le premier grand prix a été décerné à M. Larivière (Charles-Philippe), né à Paris, âgé de 29 ans, élève de M. Girodet-Trioson; et le deuxième grand prix à M. Naigeon (Isidore), né à Paris, âgé de 27 ans et demi, élève de M. Gros.

— C'est aujourd'hui qu'a eu lieu le mariage de M. de Neuville avec Mlle. de Villèle. M. le ministre des finances a, dit-on, donné 60,000 fr. de dot à sa fille.

La bénédiction nuptiale a été donnée aux jeunes époux, par M. l'évêque de Soissons, dans la chapelle de la chambre des députés.

— L'amiral anglais lord Amélius Beauclerk est arrivé, le 14 juillet, de Plymouth à Lisbonne, à bord de la frégate la *Blanche*. La veille, le *Patridge*, autre bâtiment de guerre anglais, était arrivé dans le même port.

— Le *Moniteur* contient un rapport fait au roi par S. Exc. le ministre de l'intérieur, sur la situation, au 31 mars 1824, des canaux et autres ouvrages entrepris en vertu des lois des 20 juin, 5 août 1821, 17 avril et 14 août 1822. En ce moment la plus grande activité règne sur tous les ateliers. La saison favorable aux travaux est mise utilement à profit. Dans le seul mois d'avril les dépenses se sont élevées à près de 1,450,000 f. Au nord, au midi, à l'est, à l'ouest, au centre du royaume, des milliers de bras travaillent à l'envi pour achever ces grands ouvrages.

— Les nouvelles de Madrid, reçues par voies extraordinaires,

affirment que M. le comte Digeon demande instamment son rappel. Il a même offert sa démission qui n'a point été acceptée. Le ministère français va jusqu'à lui refuser un congé.

— Il paraît que la *Quotidienne* a pris beaucoup d'humour contre la vengeance que nos généraux auraient demandée à Madrid, de l'assassinat de plusieurs militaires français. Nous n'en sommes pas surpris: la *Quotidienne* a pour les insultes et les outrages dont nos troupes ont été victimes. Elle croit que la satisfaction qu'en auraient exigée nos généraux, ne serait pas conforme aux convenances diplomatiques, et que l'indignation, dans une crise où a coulé le sang français, doit se borner aux règles de l'étiquette.

— Le *Drapeau blanc*, journal presque officiel, déclare aujourd'hui que la nomination de M. Dupont de l'Eure est due à la canaille du libéralisme: c'est le commerce de Paris qui élut ce respectable citoyen, l'un de ses magistrats qu'aucun de ses ennemis politiques ne récuserait pour juge, l'un de ces hommes intègres qu'aucune séduction ne peut atteindre, qu'aucune menace ne peut ébranler. Nous avions dit que la nomination était une protestation de Paris contre la corruption qui nous envahit de toutes parts; l'indécence colérique du journal ministériel prouve que nous ne nous étions pas trompés.

— On nous communique, dit le *Journal du Commerce*, la lettre, suivante, écrite du Havre, à la date du 6 août:

« Je vous annonce que nous avons connaissance de la rupture des négociations entre les commissaires de Saint-Domingue et notre gouvernement. Cette nouvelle met la consternation sur notre place, déjà plusieurs de nos armateurs se proposent de désarmer les bâtimens qu'ils destinaient pour cette colonie. Notre confiance dans les heureux résultats de cette négociation, était d'autant plus grande qu'elle nous blait avoir pour appui les nouvelles qui circulent depuis quelque temps que ces commissaires ne se sont rendus en France que d'après des conventions établies entre les deux gouvernemens, et pour remplir de leur part les conditions qui en étaient l'objet. Au reste, si l'on peut douter encore de l'exactitude de cette dernière information, elle ne pourra tarder à être mise dans tout son jour. Quoi qu'il en soit, et en ne s'arrêtant qu'à l'état présent des choses, quel terrible effet ne manquera pas de produire à Saint-Domingue le retour de nos commissaires et le mauvais résultat de la mission dont ils ont été chargés. Déjà, les plus vives alarmes se font sentir sur ce point. Toute une populace va se trouver douloureusement trompée dans son attente; on voit la confiance perdue à jamais et tout espoir d'arrangement avec ce pays rendu impossible à conserver; on voit la déplorable situation des malheureux Français qui sont dans cette île, et qui vont se trouver exposés à l'inimitié générale et à toutes les vexations qui en seront la suite; on les voit forcés de fuir et de faire le sacrifice de tous les intérêts de commerce dont ils se trouvent chargés; on voit les étrangers rayonnant de bonheur, jouissant de notre défaite, se consolidant sur nos propres ruines et devenant tranquilles possesseurs d'un commerce que nous leur aurons entièrement abandonné. Voilà tous les maux que l'on doit raisonnablement pressentir et qui auront pris la place de tous les avantages qui étaient entre nos mains et que nous avons perdus. On sentira bientôt les terribles effets que cette influence aura produits sur le commerce et pour les anciens habitans de la colonie; mais tout moyen d'y obvier sera perdu pour le gouvernement, et il ne restera que de tenter l'invasion d'un pays dont la prospérité eût augmenté la nôtre, et de déclarer la guerre à des hommes qui ne demandent qu'à être nos amis, à ne voir d'autre nation que la nôtre dans leurs relations à venir, et à nous faire profiter de tous les fruits de leurs peines et de leurs travaux. »

Nota. — On assure que MM. Rouannez et Laroze, commissaires français, sont partis et doivent s'embarquer sous deux ou trois jours sur le *Cosmopolite*, capitaine Doulet, pour retourner au Port-au-Prince.

— La cour d'assises de Bourg (Ain) a ouvert sa session le 2 de ce mois par une affaire de viol. L'accusé Perrodin, domicilié à Lyon, a été déclaré coupable de s'être livré à la violence à des outrages publics à la pudeur sur la personne de L. C., âgée de cinquante ans. Il a été condamné à huit années de réclusion et à l'exposition.

BOURSE du 7 août. — 5 p. c. con. Jouiss. du 22 mars 1824, 100 fr. 40 c. Act. de la banque 1897 fr. 50 c.

INTÉRIEUR.

Bruxelles, le 10 août. — Mme. la comtesse de la Ferronnais est arrivée aujourd'hui en cette ville avec sa suite, venant de St.-Petersbourg et allant à Paris; elle est descendue à l'hôtel de Belle-Vue.

— Un de nos journaux annonce qu'une arrestation arbitraire vient d'avoir lieu au milieu de la Grande Place de cette ville par un agent de police, sur une personne exerçant des fonctions publiques et qui a été relâchée quelques instans après au moment où cet agent s'était aperçu qu'il avait commis une bévue. Des poursuites seront faites par cet habitant contre l'auteur de l'arrestation. (*Courrier des Pays-Bas*.)

— Un de nos journaux dit qu'il est question de la vente de la belle forêt de Soigne, et que des offres auraient été faites à la banque pour l'acquisition en masse de ce vaste domaine.

LIÈGE, LE 11 AOUT.

Extraits de la *Gazette-Universelle d'Augsbourg*. Trieste, le 27 juillet. — Le capitaine Thomanowich qui est venu ici de Smyrne en 16 jours, a apporté la nouvelle que le capitain-pacha a débarqué à Ipsara environ 30,000 Turcs, le moyen de 200 bâtimens de transports, parmi lesquels il s'en est trouvé, à ce qu'assurent les Grecs, 150 bâtimens français. Cette île a été conquise, après une lutte opiniâtre de deux jours, dans laquelle les Grecs ont enfin succombé à la supériorité du nombre. La perte des Turcs doit avoir été très-con-

sidérable; l'on porte celle des Grecs à 5000 hommes. Lorsque ceux-ci furent réduits à quelques centaines de combattans, ils exécutèrent la résolution qu'ils avaient annoncé précédemment; ils mirent le feu aux magasins à poudre du château fort de Nicolo, où étaient leurs femmes et leurs enfans, et par-là toutes leurs batteries disparurent en même tems. Aussitôt après le débarquement des Turcs, les métropolitains et les ecclésiastiques s'étaient rassemblés dans l'église, sous les voûtes de laquelle était le plus grand magasin à poudre, et ce fut vraisemblablement après avoir invoqué le Dieu des chrétiens, qu'on exécuta l'horrible résolution qui avait été prise antérieurement. Une petite partie du fort étant restée intacte, les Ipsariotes, à qui ce hasard avait sauvé la vie, se tuèrent eux-mêmes, de sorte qu'il n'en tomba qu'un petit nombre entre les mains des Turcs. Le capitain-pacha a fait aussitôt voile pour Samos, où 40 bâtimens ipsariotes s'étaient déjà réfugiés avec 600 hommes. Mais comme il y a près d'Échelle-Neuve 16,000 Turcs qui appaieront du côté de la terre l'entreprise contre Samos, il y a aussi tout à craindre pour cette île.

Odessa, le 22 juillet. — D'après les derniers rapports de Constantinople, il n'y a plus de doute sur la prise d'Ipsara, et l'anéantissement de la population entière de cette île. C'est le brick français l'*Amarante*, qui a apporté à Constantinople la première nouvelle de cet événement. Au rapport du capitaine, il avait été obligé de se frayer un chemin à travers les cadavres. Le capitain-pacha, qui avait reçu du sultan l'ordre de conquérir cette île à tout prix, quitta à cette fin, dans la nuit du 2 au 3 juillet, la baie de Mitylène. Aussitôt que les primats et les chefs de l'insurrection remarquèrent que ses projets étaient sérieux contre Ipsara, ils résolurent de s'enfuir en Morée, et quittèrent l'île le 2 avec toutes leurs propriétés mobilières. Le nombre des habitans qui quittèrent l'île fut ce jour-là si considérable, et la fuite eut lieu avec tant de précipitation, que plusieurs misticks coulèrent à fond.

Le 3 juillet, il parut d'abord deux frégates turques qui commencèrent à débarquer, sans résistance, des troupes, dont le nombre s'accrut enfin à 16,000 hommes. Celles-ci se portèrent alors contre le château fort, qui ne doit avoir été défendu que par des Albanais. Ce fut là qu'il s'engagea d'abord une action, où, suivant le rapport turc, d'où est tirée cette nouvelle, il périt 500 ottomans. Mais dans les données que nous avons sur ce qui s'est passé ultérieurement, il règne beaucoup d'obscurité. Les Grecs accusent de la plus noire trahison les Albanais si vantés par les Turcs pour leur bravoure. Il faut donc attendre des rapports ultérieurs. Le *Spectateur-Orient*, qui est ressuscité sous le nom de *Smyrnién* à Ipsara (on veut dire vraisemblablement à Smyrne), rapproche de la lâcheté aux Grecs, mais les Ipsariotes n'ont pas jusqu'à présent donné lieu de suspecter leur caractère sous ce rapport.

Ipsara est maintenant un cimetière, dont l'orgueil flatte sans doute l'orgueil ottoman; aussi le sultan a fait présent d'une tabatière de la valeur de 15,000 piastres, au Bimbachi qui lui a apporté la première nouvelle de cet événement, dont les suites ne peuvent être ultérieurement d'aucune utilité aux Turcs, parce que les Grecs ont détruit toute espèce de fortifications.

« Les derniers rapports consulaires qu'on a reçus d'Alexandrie en Egypte, annoncent que le vice-roi, malgré la déclaration du gouvernement grec, cherchait toujours à fréter des bâtimens européens, pour l'envoi des troupes. Ismaïl Gibraltar était déjà en possession de l'île de Casso.

« Quant à ce qui concerne l'évacuation de la Moldavie, on disait à Constantinople que l'hospodar Stourza avait formellement protesté contre, et appelé de nouveau l'attention de la Porte sur les fugitifs grecs, qui vivent paisiblement en Bessarabie. Mais vraisemblablement le divan ne prêtera pas l'oreille à ces insinuations, attendu qu'il doit savoir que ces individus, tout au plus au nombre de 60, et entièrement dépourvus de moyens, sont sous la surveillance des autorités. »

Constantinople, le 10 juillet. — (Extrait d'une lettre de commerce.) « On a massacré à Ipsara tous les habitans qu'on y a trouvés. Un capitaine Franc, qui a été témoin de l'expédition, et a mis à la voile le 5 au soir, raconte qu'à l'exception d'un couvent fortifié, tout est au pouvoir des Turcs. On attend à toute heure des nouvelles relativement à ce couvent.

« Une autre division de troupes doit avoir débarqué près d'Athènes et avoir occupé cette ville. »

— Le gouvernement hanovrien a publié une circulaire qui requiert les autorités compétentes de ne pas permettre l'introduction et la circulation parmi les classes inférieures, des écrits et pamphlets mystiques et religieux, qui tendraient à les porter au fanatisme.

— On mande de Francfort, le 6 août: Mad. la princesse de Lowiez, épouse de S. A. I. le grand-duc Constantin, a passé ici: la princesse a continué sa route. S. A. I. le grand-duc Constantin est arrivé dans la soirée.

On fait des dispositions à Stuttgart pour le prochain retour du roi de Wurtemberg. A son arrivée, il trouvera l'ambassadeur russe, baron de Benkendorff, qui le complimentera au nom de son souverain sur le rétablissement des relations diplomatiques entre les cabinets de Pétersbourg et de Stuttgart. On croit que les ministres d'Autriche et de Prusse reviendront également reprendre leurs fonctions de plénipotentiaires auprès de S. M. Wurtembergeoise.

— On mande de Leeuwardé (Frise) que, le 4 de ce mois,

il a éclaté, dans différentes parties de cette province, un orage épouvantable, accompagné de grêle, qui a causé de grands dégâts dans les campagnes. La foudre a mis le feu à quatre maisons de cultivateurs, qui ont été totalement réduites en cendre.

Le Roi a nommé chevalier de l'ordre du lion belge, M. Franssen, conseiller à la cour supérieure de justice de Liège.

— Le *Moniteur*, journal officiel, traite de prétendu testament de Napoléon, la pièce dont nous avons publié un extrait. *L'Etoile*, journal semi-officiel, s'indigne contre ceux qui révoquent en doute l'authenticité de cette pièce. On voit que quelques journaux ministériels Français ont de la peine à s'accorder sur ce document.

— Le 11 du mois dernier, sur les 6 heures 1/2 du soir, trois malfaiteurs s'introduisirent dans une ferme située près de la commune de Dampierre en Bresse, département de Saône-et-Loire. Il n'y avait dans ce moment à la maison qu'une jeune fille, nommée Jeanne Barbier, âgée de 12 ans. Avant de pénétrer dans la cuisine ces individus se saisirent de cette enfant et l'enfermèrent dans la grange, mais étant parvenue à en sortir, elle s'arma d'une fourche et s'avança courageusement vers l'un d'eux qui était en faction devant la porte de la cuisine, tandis que les deux autres avaient la main à l'œuvre. Celui qui était en sentinelle, surpris de voir Jeanne Barbier, qu'ils avaient enfermée, court à elle pour la frapper de son bâton, mais l'enfant pare le coup avec la fourche qu'elle tenait à la main, et qui, atteignant le voleur à l'estomac, le renverse avec violence contre une fenêtre. Au bruit des vitres cassées, les deux autres sortent précipitamment, et, attaqués à leur tour par cette jeune fille, ils n'ont que le tems d'emporter leur camarade grièvement blessé. Nous aimons à penser que le courage de cette enfant au-dessus de son âge et de son sexe, ne restera pas sans récompense de la part de son maître et même de l'autorité locale.

— Schiller vient d'obtenir une troisième fois les honneurs de l'imitation. Il avait déjà fourni à MM. Lebrun et Ancelot le sujet de leurs tragédies de *Marie-Stuart* et de *Fiesque*. M. Soumet a puisé chez l'auteur allemand les principales données de sa tragédie de *Jeanne-d'Arc*, que nous allons bientôt voir représenter sur le théâtre de l'Odéon.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DE NOTRE JOURNAL.)

Madrid, le 29 juillet 1824.

Des personnes qui sont à même d'être bien informées, assurent que le roi a écrit une lettre au général Digeon pleine de regrets au sujet des événemens du 25; il offre toute espèce de réparation aux Français; S. M. va jusqu'à dire: « que c'est surtout dans ce moment qu'elle a besoin d'eux, qu'elle conservera, ainsi que ses successeurs, une reconnaissance éternelle pour le service que la France lui a rendu lorsqu'elle la délivra des mains des révolutionnaires. On ajoute que le roi accorde au général commandant en chef l'armée le droit de disposer des troupes espagnoles qui sont à Madrid et d'en ordonner tout comme il lui plaira (V. art. Espagne).

La division Quesada est partie aujourd'hui de cette capitale; elle se porte sur la frontière de Portugal, où elle va camper; il est à craindre qu'un grand nombre de ces soldats indisciplinés ne désertent et ne forment des bandes pour agir contre les Français. — Le baron d'Eroles a aussi quitté cette capitale, ce départ a fait d'autant plus de sensation qu'on craint qu'il ne se mette à la tête de quelques partisans, car le gouvernement déploie depuis quelque tems une activité qui lui est peu commune, et qui a pour objet l'organisation et l'armement des milices provinciales et celle du 3e bataillon des volontaires royalistes, mais le général Digeon a dû protester contre l'arrivée prochaine de ces milices à Madrid tant que cette capitale serait occupée par les troupes françaises. L'opinion assez généralement répandue est que le gouvernement Anglais entre pour beaucoup dans tous les événemens qui tendent à armer les Espagnols contre les Français; ils n'y réussissent que trop bien.

Voici divers renseignemens ultérieurs sur l'événement de dimanche dernier: Quatre soldats français se retirèrent après le combat; ils furent injuriés et menacés par des Espagnols, et les choses seraient allées plus loin lorsqu'un officier de police, s'adressant à ceux qui paraissaient le plus animés, les engagea à se retirer et se calmer en leur disant il n'est pas encore tems. (Todavía no es tiempo.) Le général Quesada, à peine arrivé sur le lieu de la scène commença par dire hautement que la conduite des Français était indigne et qu'eux seuls avaient tort. Le général Ordonneau, qui était à ses côtés ne répondit rien à ces propos son silence donna de la hardiesse au Général espagnol; mais enfin un officier français ne put contenir son indignation et s'adressant au général Quesada, il l'assura qu'il était trompé et que ces informations étaient contraires à la vérité. Les prêtres et les moines recueillirent les blessés de leur nation et les faisaient passer par un grand détour et dans un grand nombre de rues afin d'attirer les regards et les plaintes de la multitude sur ceux qu'ils lui désignaient comme les victimes des Français. L'orgueil et la confiance des Espagnols sont portés jusqu'au dernier degré; ils sont fiers de quelques bataillons de milices provinciales qui doivent se rendre dans cette capitale: il est vrai que la mollesse et la timidité qui semblent servir de règle de conduite aux généraux alliés, sont bien propres à nourrir ces sentimens chez un peuple qui n'est déjà que trop porté par lui-même à une sottise fierté et à une arrogance sans bornes. Le rôle que joue le gouvernement russe a ici plus d'influence que 50000 bayonnettes. Tout est sacrifié, à la crainte de donner quelques prétextes de troubler l'ordre de choses établi en Europe et le système de la Sainte-Alliance.

Les constitutionnels tremblent au seul bruit du départ des Français, et s'attendent, s'il venait à s'effectuer dans ce moment, à être pillés et assassinés; c'est donc pour leur intérêt seul qu'ils paraissent aimer les Français; mais au fond du cœur ils les haïssent autant que les royalistes, et il n'y a pas une classe d'Espagnols qui ne partage cette haine qui va toujours croissant.

La nuit dernière un soldat français a été assassiné à coups de poignard. Une compagnie d'artillerie est partie avant-hier d'ici pour se rendre à Sarragosse.

On continue d'affirmer que le gouvernement anglais enverra incessamment une flotte nombreuse à Lisbonne avec des troupes de débarquement.

Depuis l'affaire de dimanche, le corps des volontaires royalistes se recrute de plus en plus. Aujourd'hui 45 individus s'y sont enrôlés, et la municipalité cherche à acheter des sabres pour les armer. (V. art. Madrid.)

Notre gazette ne parle nullement de ce qui s'est passé le 25.

Un journal connu par son fanatisme, l'*Etoile*, en parlant des poursuites dirigées à Milan contre les sociétés secrètes, ajoute « Que les gouvernements ne sauraient être trop attentifs, surtout en Italie, à surveiller toutes ces associations, qui, sous les diverses dénominations de *Maitres-Sublimes*, *Maitres-Parfaits*, *Adelphes* et *Francs-Maçons*, ne forment qu'une seule et vaste société, ayant pour prétexte la bienfaisance, et pour but réel le nivellement de toutes les conditions, la destruction de toute autorité existante et la chute des trônes; que le mot d'ordre parmi les frères, tel que les procédures de Milan l'ont fait connaître, est OTEROBA, qui donne par initiales la devise suivante pour tous les initiés: « *Occide tyrannum*, et *recuperà omnia bona antiqua*. » L'*Etoile* termine par cette phrase, digne d'une trop fameuse apostrophe: « *Avis aux puissances* » (1).

Ce langage, renouvelé de l'abbé Baruel, est déjà bien suranné, et sans l'*Etoile* on eut cru que le ridicule en avait irrévocablement fait justice. Mais rien ne répugne à des écrivains, aveuglés par l'esprit de parti ou payés pour calomnier les nations; et dussent-ils, dans leur délire, dévorer mille absurdités, outrager les personnages les plus respectables par leur caractère et leur élévation sociale, ils poursuivront, sans scrupule comme sans pudeur, leur système de délation. Quoi! les francs-maçons sont membres d'une association dont la bienfaisance n'est que le prétexte, et cette criminelle déception est partagée en France, en Angleterre, en Belgique, par une foule d'honorables citoyens, de fonctionnaires publics, de magistrats, de législateurs! Elle est encouragée, protégée par des princes du sang, par des héritiers du trône! C'est un duc d'Orléans, un duc de Sussex (2) qui conspirent pour le nivellement de toutes les conditions, genre de bouleversement où ils ont apparemment beaucoup à gagner! C'est le prince Frédéric des Pays-Bas qui aspire à la destruction de toute autorité existante; c'est son auguste frère, le prince héréditaire, l'héritier du trône, qui médite la chute des trônes (3)! C'est dans leurs mains qu'est placé.... A-t-on jamais poussé plus loin l'ineptie et l'impudeur?

Mais, dira-t-on peut-être, c'est surtout en Italie que l'*Etoile* attribue aux sociétés maçonniques un caractère d'hostilité contre l'ordre social, et les faits sont là: Plus forts que tous les raisonnements, ils fournissent la preuve judiciaire des principes démagogiques, qui président à ces associations; ce sont des procédures qui ont fait connaître le mot d'ordre.

Nous remarquerons d'abord que cette prétendue découverte ne saurait être que le fruit de quelques révélations, et l'on n'ignore pas que ces révélations sont l'incident obligé de toutes les conspirations que nous avons vues dans ces derniers temps. L'Europe sait à quoi s'en tenir sur les Bérard et les Wolfel; elle ne croit pas que l'espèce en soit bornée à la France. Ces personnages sont si utiles? ils aident si puissamment à l'éloquence de certains orateurs diplomates. Que deviendraient leurs philippiques contre les démagogues, les anarchistes, les perturbateurs du trône et de l'autel, de l'ordre social, etc., etc., sans le texte que ces révélations leur fournissent?

Déclamateurs insensés! À qui ferez-vous croire qu'au 19e siècle, au sein des peuples civilisés, l'assassinat forme la base, le but principal d'une association composée de l'élite des nations! *Occide tyrannum*.... En plaçant cette atroce profession de foi dans la bouche des francs-maçons italiens, si vous n'avez rien trouvé dans votre âme qu'il la repoussât comme invraisemblable, comme impossible, du moins avez-vous pu méconnaître les faits les plus notoires? C'est la maxime du régicide que vous leur prêtez. Eh bien! les membres de ces sociétés secrètes, ces carbonari que vous avez, cent fois, présentés comme auteurs des mouvements nationaux dont l'Espagne, le Portugal et l'Italie ont été successivement le théâtre, ont-ils attenté à la vie des rois, alors qu'ils étaient à leur merci? Quels dangers ont couru entre leurs mains Charles-Félix, Ferdinand IV, Jean VI, Ferdinand VII? Ah! vous savez bien que ce n'est point des loges maçonniques que sont sortis les Jean Chatel, les Ravailiac, les Jacques Clément; vous savez quels sont ceux qui, en armant leurs mains homicides, s'écriaient en bénissant d'avance le poignard et l'assassin: *Occide tyrannum*.

Recuperà omnia bona antiqua.... Où sont-ils ces biens qu'ils regrettent? Est-ce l'inquisition et l'oppression féodale? La constitution des cortès, successivement proclamée à Madrid, à Lisbonne, à Naples, à Turin, toujours, selon vous, par les manœuvres des sociétés secrètes, n'a rien d'antique; elle date de 1812; elle ne saurait donc s'adapter au langage que vous prêtez aux associations italiennes; cette profession de foi convient beaucoup mieux aux habitans de St. Acheul et de Mont-Rouge; aux adversaires de l'église gallicane, aux

(1) Voir notre n^o. 112.

(2) Grands-Maitres de l'ordre maçonnique, le 1er. en France, le 2e. en Angleterre.

(3) Le prince Frédéric est Grand-Maitre de l'ordre maçonnique dans notre royaume, et le prince d'Orange est un des dignitaires de la grande loge de Bruxelles.

prétentions de cette aristocratie hautaine dont vous êtes les principaux organes.

Que sont les sociétés secrètes là où le pouvoir est sagement balancé; où les garanties que réclament les lumières du siècle sont assurées aux peuples? en Angleterre, en Suède, dans le Wurtemberg, en Bavière, dans le royaume des Pays-Bas; en France même où la liberté est entourée de tant de restrictions? de simples réunions où s'allient les plaines de la table et de l'esprit? Savez-vous quel est le premier Toast de ces ennemis du trône? celui du chef de l'état. Savez-vous quelle est la base de la profession de foi de ces ennemis de l'autel? une vénération profonde et publiquement primée pour l'être suprême.

Voulez-vous faire prospérer les sociétés secrètes? persécutez-les; leur fléau c'est la liberté.

Aussi long-tems qu'elle règne dans un gouvernement, les associations maçonniques sont insignifiantes. Sous l'empire du despotisme, si elles échappent à son action, ce n'est pour conspirer contre les princes, mais uniquement pour livrer en sécurité, et hors de la présence des agents de la police inquisitoriale, aux épanchemens de la confiance et de l'amitié; pour conserver intacte la tradition des principes de liberté et de tolérance, pour les propager, et amener ainsi lentement et sans secousse, en agissant sur l'opinion publique, les améliorations réclamées par les besoins du temps. Souvent ces associations ont été aussi utiles au pouvoir même qu'aux peuples. C'est au *Tugenbund* et à la *Burschenschaft*, signalés aujourd'hui sous des couleurs si odieuses que l'Allemagne doit son affranchissement. Alors que les princes de l'empire germanique subissaient le joug de Napoléon et combattaient encore avec lui, l'opinion publique comprimée au dehors, se réfugiait dans ces sociétés, et exaltait ces principes d'indépendance et de liberté, secrètement et bientôt publiquement encouragés par les gouvernemens. Indépendance et liberté! mots sacrés qui firent jaillir du sol germanique ces légions de volontaires, l'élite de la jeunesse allemande. Ils l'ont conquise cette indépendance... mais la liberté.... Pourquoi leurs vœux, légitimes alors, sont-ils devenus criminels aujourd'hui? Pourquoi, à la place des institutions commandées par les lumières du siècle, méritées par leurs immenses sacrifices, la plupart de ces peuples ont-ils vu le pouvoir refuser d'accomplir ses promesses, mépriser les vœux de la classe plébéienne, de cette classe qui seule a affranchi, sauvé la patrie, abandonnée ou vendue par une aristocratie, si souple et si débile aux jours du danger? que les gouvernemens tiennent parole et ces sociétés qu'ils redoutent se disperseront, ou changeront de nature. Encore une fois, ce ne sont point les francs-maçons qui conspirent contre les princes. Ce ne sont point eux qui forcèrent naguères un roi à fuir de tristes excès sur un vaisseau étranger; ce ne sont point eux qui parcourent l'Espagne, aux cris séditieux de *Viva el rey Carlos V*, et nous doutons que M. Mangin soit membre de la *Burschenschaft*. *Libraire*

LOGOGRIPE.

Messager discret et fidèle.

Lorsque je marche sur sept pieds

Du vice et des vertus, je trace les modèles;

En retranchant un de mes pieds.

Tour-à-tour jeune amant, vieillard plein de sagesse,

Époux très-vertueux, mari grondant sans cesse;

Ami rare et fidèle, ennemi dangereux;

Quelquefois monarque fameux;

Enfin, pour me changer, mon adresse est extrême;

Et cependant, lecteur, je suis toujours le même.

Le mot de la dernière énigme est *Ciseaux*.

ÉTAT CIVIL DE LIÈGE. — Du 10 août.

Naissances: 1 garçon, 1 fille.

Décès: 1 garçon, 1 fille.

ANNONCE LITTÉRAIRE.

Dorénavant une partie de la *THÉMIS*, sera imprimée à Liège sous la direction des *rédacteurs-propriétaires* Belges. On pourra toujours souscrire à Paris; ou à Liège, chez M. Warnken, professeur ordinaire de la faculté de droit à l'université de Liège, rue St.-Remy, n. 459, ou chez M. Desoer, libraire, place St.-Lambert. On ne recevra d'abonnement que pour deux parties réunies: MM. les abonnés recevront en même tems la partie que l'on continuera d'imprimer en France, et celle que l'on imprimera ici. Cette mesure sera exécutée, commencer par les livraisons à paraître du sixième volume.

Le prix de l'abonnement est de 10 francs par trimestre pour Liège, et de 11-50 francs, pour les autres villes du Royaume.

Les bureaux du journal sont rue Souverain-Pont, n. 30, et chez les dames Mahoux et De Sartorius, maison joignant.

On s'abonne à Bruxelles chez Berthot, libraire, Marché aux Bois, et chez tous les directeurs des postes.

Les annonces sont insérées à deux sous par ligne.